

social et santé

# Les soignants se disent « trahis et usés »

Le protocole du « Ségur de la santé » est vivement critiqué par la CGT qui a tenu à enfoncer le clou, jeudi devant la Bourse du travail de Cahors, en présence, entre autres intervenants, de Jérôme Delmas, secrétaire départemental de la CGT et de Marie-Piqué, vice-présidente de la Région en charge des solidarités.

Tous ont assuré leur soutien aux salariés de l'Institut Camille Miret de Leyme en s'indignant avec eux des « dégradations des conditions de travail. Le Ségur ne répond en rien aux revendications de tous les professionnels du public, du privé, du sanitaire, du social et du médico-social qui ont assuré la continuité de l'activité dans des conditions extrêmes pendant la première crise de la Covid-19 et au-

jourd'hui encore. »

La CGT ne mâche pas ses mots et souligne que « les salariés se sentent trahis par les promesses du gouvernement et par son manque de considération suite aux doléances des acteurs du terrain. »

De surcroît, les délégués CGT de l'institut Camille Miret se disent « fatigués et usés par la charge de travail qui ne cesse d'augmenter et par les changements d'organisation incessants et néfastes aux prises en charge. Les recrutements d'effectifs ne correspondent en rien à la réalité du terrain » déplorent-ils.

Enfin, l'aspect important des rémunérations a aussi été abordé. « Le niveau de nos rémunérations et salaires ne correspond en rien à nos qualifications, à nos



Des représentants de la CGT et Marie Piqué (à droite) devant la Bourse du travail.

responsabilités et à notre incontestable utilité sociale. » Dans son discours de soutien aux salariés de Leyme, Marie Piqué

n'a pas omis d'y joindre l'ensemble des soignants. Elle n'admet pas « la fermeture de certains services indispensables, le manque de lits et une gestion défaillante du gouvernement sur le plan sanitaire. » L'élue régionale est sur la même longueur d'onde que tous les soignants en colère, à Camille Miret ou ailleurs, qui se sentent « méprisés par des propositions minimalistes et inéquitables ».

Au final, que ce soit sous la bannière CGT ou par la voix de certains politiques à la fibre humaine et sociale, le fait que le gouvernement ne semble pas avoir tiré les leçons de la première vague accentue le sentiment d'injustice et la manque de considération pour des métiers vitaux.

Jean-Luc Garcia